

LA CATALOGNE COMME LABORATOIRE POLITIQUE

Par Santiago López Petit

Traduit du castillan par Alexane Brochard

Texte original en castillan « [Cataluña como laboratorio político](#) » publié par *Lobo Suelto*, le 29 novembre 2017, et en catalan « [Catalunya com a laboratori polític](#) », publié par *El Crític*, le 27 novembre 2017.

Finally, this time not anymore, the Régime de 78 n'est pas tombé. Les luttes ouvrières autonomes des années 1970 laissant derrière elles des morts, avaient déjà été vaincues par le Pacte de la Moncloa¹, signé par les syndicats ouvriers eux-mêmes. Puis, le mouvement du 15-M², qui a élaboré une critique radicale de la représentation politique, avait été étouffé dans le ridicule et l'isolement, armes politiques efficaces. La rébellion *cataliniste* qui, par moment, semblait venir égratigner les fondamentaux du Régime, a elle aussi été battue. Cette troisième tentative n'a en réalité eu aucun écho en Espagne, où prédominait la perplexité quand ce n'était l'incompréhension totale. Le rappel à l'ordre via l'application de l'article 155 a empêché toute tentative de changement. Le président Rajoy l'a affirmé, avec son habituelle puissance argumentative : « L'État se défend des attaques de ceux qui veulent le détruire. » Tout en faisant remarquer au passage que l'article 155, s'il cessera un jour d'être appliqué, ne cessera jamais de fonctionner. C'est ce qu'on appelle « Faire respecter la Loi ». Le message est clair. La répression et l'humiliation contre la Catalogne qui a osé se rebeller seront terribles.

Il a rarement été aussi évident que la défense de la Loi (avec une majuscule) suppose une déclaration de guerre. C'est une chose que les juristes de comptoir, si présents dans les médias en ce moment, ont du mal à comprendre. La loi est un agencement de forces. Foucault a largement gagné contre Habermas et compagnie. Un ami juriste me disait un jour « Bon, si les choses sont ainsi, il n'y a plus qu'à plier. » Le pouvoir, c'est toujours, et en première instance, pouvoir tuer ; et c'est ce que l'État de droit sert à dissimuler. Par habitude, pour affirmer la même chose, mais de manière sophistiquée, on dit que l'État possède « le monopole de la violence physique légitime ». C'est sur cette vérité à propos de l'État de Droit que les membres du gouvernement catalans ont butté. Comme quand l'un d'entre eux affirme que la Généralité³ n'était pas prête pour mener à bien la République, « faisant face à un État autoritaire sans limite pour appliquer la violence ». Ou quand le porte parole des républicains nous dit que « Face aux preuves évidentes que cette violence pourrait se produire,

nous décidons de ne pas dépasser la ligne rouge », et terminant sur une bouleversante confession : « Nous n'avons pas souhaité mettre les citoyens de Catalogne en danger. » La réponse, c'est : d'accord. Merci beaucoup. Personne n'aime mourir. Mais il y a anguille sous roches. En d'autres termes : les membres du Gouvernement sont-ils des ingénus, ou sont-ils des incapables ?

Spinoza a dans son *Éthique* cette phrase devenue fameuse : « Nul ne sait ce que peut un corps ». Remplacer « corps » par « État » peut nous servir à expliquer les faits. Le gouvernement ignorait ce que peut réellement un État. Mais le gouvernement voulait bâtir son propre État. N'est ce pas ? Personne ne peut nier l'évidence. Une personne en a même perdu un œil par un tir de balle en caoutchouc. Disons-nous le clairement : on n'aurait jamais cru que la répression de l'État espagnol puisse en venir à toucher les « bonnes gens ». Les radicaux, bien sûr que si... mais quand même pas les personnes pacifiques et citoyennes ! C'est ce que reconnaît le Conseil de la Santé quand il assure que « la feuille de route de *Junts pel Si*⁴ n'a pas pris en compte la violence de l'État. » Et effectivement, le gouvernement a fini par devenir un gouvernement postmoderne. Prisonnier de son propre appareil de communication, il a créé la réalité de toutes pièces, cette même réalité venant en retour alimenter l'appareil, qui voit ainsi son pari remporté.

La participation massive et à répétition ne laisse aucun doute, et le chemin vers l'indépendance semblait tout tracé. Jusqu'à ce que la cruauté et le sadisme de la machine juridico-répressive de l'État espagnol noie chez certains le désir profond de liberté dans les larmes, et fasse naître chez beaucoup une rage immense. Bain de réalité ? Ça dépend pour qui. Pour le gouvernement, certainement. Depuis sa bulle d'auto-complaisance, il ne pouvait comprendre l'assaut qui se préparait, et la confusion s'est alors progressivement emparée de lui. Ils furent incapables de réagir face à deux événements importants : la fuite des entreprises, qui est une de l'expression actuelle de la lutte des classes, et la présence de *l'autre*

Catalogne, exprimant aussi la lutte des classes bien que souvenant de manière perverse. La surprenante proclamation de la DUI (Déclaration unilatérale d'indépendance) fut alors l'événement qui a fini de convertir le gouvernement en un authentique gouvernement postmoderne, se voyant dans l'obligation d'user du langage théologique pour pouvoir se sauver. Et c'est la raison pour laquelle la DUI avait un caractère ineffable : réalité ou fiction ?

Laissons de côté les péripéties concrètes (culture du secret, ajournements, disparition du gouvernement, etc.). À partir du moment où apparaît la répression brutale de l'État espagnol, l'unique objectif des partis indépendantistes se réduit à penser l'action politique exclusivement dans l'ordre pénal. Il y a sûrement de bonnes raisons d'agir ainsi. Nous ne voulons pas de martyrs, et il faut éviter la prison à chaque fois que cela est possible. Mais malgré tout, plane l'ombre d'un doute. Quand une conviction, c'est-à-dire une vérité politique, n'est pas défendue jusque dans ses ultimes conséquences, quelle qu'en soient les raisons, cela n'altère-t-il pas cette vérité en son cœur ? Je donne un exemple. Quand Galilée jure devant ses juges et admet que la Terre ne tourne pas autour du soleil, la vérité scientifique ne se voit pas, dans l'absolu, affectée par cette décision. En revanche, si, sur les conseils de son avocat, la présidente du Parlement ne va pas à la manifestation exigeant la libération de ses camarades, alors que rien ne l'en empêche juridiquement, son absence a-t-elle le même effet que dans le cas précédent ? On pourrait citer bien d'autres exemples de cette stratégie « préventive », qui va depuis accepter de payer des amendes faramineuses jusqu'à se réfugier derrière des phrases ambiguës. Le problème est jusqu'à quel point ce type de stratégie ne vient pas contaminer le discours, l'affaiblir en répandant un sentiment de confusion ? Le gouvernement espagnol et ses troupes en ont tout de suite profité pour parler de lâcheté et de trahison. Le gouvernement catalan nous aurait donc trahi-es, nous catalans et catalanes.

Ne perdons pas trop de temps à dénoncer l'immonde cynisme de celui qui attaque pour ensuite reprocher à celui qui est attaqué son manque de bravoure. Allons à l'essentiel. Nous n'avons pas été trahi-es. Le gouvernement, lui, en revanche, s'est trahi lui-même. Il a cru en la politique. Il s'est obstiné à jouer à qui sera le plus démocrate, alors même que la démocratie n'existe pas. Ce qui existe, c'est le démocratique. Le démocratique, c'est la forme par laquelle le pouvoir exerce sa domination aujourd'hui. Il a deux visages : État-guerre et fascisme postmoderne, hétéronomie et autonomie, contrôle et autocontrôle. Où dialogue et tolérance renvoient à une prétendue dimension horizontale. Pendant que l'existence d'un ennemi intérieur/extérieur à éliminer renvoie à une dimension verticale. « Le démocratique » a vidé l'espace public de sa conflictualité, il le neutralise politiquement et militairement. Le démocratique, c'est cette Europe, vrai club d'États assassins, qui externalise les frontières pour ne pas voir l'horreur. Il n'y a pas eu d'échec de la politique, comme les bien-pensants aiment à le dire aujourd'hui. La politique démocratique consiste à taire et faire taire les dissonances qui pourraient menacer l'ordre établi. Le gouvernement catalan, incapable de comprendre le fonctionnement réel du démocratique, s'est vu condamné à suivre un chemin rempli d'incohé-

rences. Il faut pour cela remercier l'honnêteté de Clara Ponsati⁵, quand, depuis l'exil, elle ose dire : « Nous n'étions pas préparés pour assurer une continuité politique après ce que le peuple de Catalogne a initié le 1-0⁶ ». Elle fut très critiquée, mais elle a affirmé l'indéniable vérité : le gouvernement n'a pas su être à la hauteur du courage et de la dignité des gens qui ont défendu leurs espaces de liberté jusqu'à mettre leurs corps en jeu. Bien sûr, sans pour autant sacrifier les urnes, il est clair qu'il y aura un avant et un après ce jour-là. Mais que s'est-il passé exactement ?

La politique, avec ses jeux de majorités, de corrélations de forces, etc., s'est retrouvée un temps mise à l'écart. Ce qui a eu lieu fait office de véritable défi collectif. Un défi qui s'est prolongé le 3 octobre en une impressionnante manifestation contre la répression. Il est difficile d'analyser la force politique à la fois immense et cachée, présente dans cette manifestation. C'est à partir de là qu'un sujet collectif a commencé à se former, débordant complètement la formule politicienne « un seul peuple » qui nous paralyse. Comment pourrait-on alors nommer ce nouveau sujet politique ? Il est composé de quelques singularités qui, en ayant laissé la peur au placard, n'étaient pas disposées à céder si facilement. Un peuple qui par exemple se déploie en milliers de têtes capables, par une exquise violence, d'expulser les fascistes infiltrés. La plus grande des suspensions advient quand quand le gouvernement se met à avoir plus peur de ce que les gens seraient capables de faire que de la réaction de l'État lui-même. Ces gens qui portaient en eux la solide consistance du catalanisme populaire et le maître social ambiant. En cela, les appels au civisme, aux gens de bien ou aux sourires ne sont que mièvreries alors que s'exerce une répression sans limite. Vous m'en voyez navré. Quand j'entends le mot « civisme », je pense automatiquement aux normes civiques qui servent à nettoyer l'espace public de tout type de résidus sociaux.

La facilité avec laquelle les partis politiques indépendantistes ont accepté de convoquer des élections qui leur ont été directement imposées continue de surprendre, malgré tout ce qui s'est passé. Tout aussi surprenante est leur adaptation rapide à un nouveau scénario, malgré les prisonniers politiques. Leur postulat est plutôt illusoire : les élections sont illégitimes, mais avec notre participation élevée, nous parviendrons à les légitimer (tout en nous légitimant nous-mêmes, aux yeux du monde). Le discours indépendantiste ou bien en viendra à se contredire lui-même, ou bien devra accepter explicitement de renoncer à l'indépendance. « Nous serons indépendants si nous sommes persévérants, et si nous obtenons une majorité. Quand ? Nous ne le savons pas. Avant d'être indépendantistes, nous sommes démocrates. Et avant d'être démocrates, nous sommes de bons citoyens. », affirme un homme politique républicain important.

Et si l'on tentait, pour une fois, d'être « mauvais-es », et, au lieu d'aspirer à être un pays normal, avec son petit État, si nous désirions être une anomalie qui ne s'acclimate pas ? Libérer la Catalogne de cet horizon indépendantiste qui finit toujours par l'étouffer – en supposant que tout horizon enferme – pourrait peut-être ouvrir une voie inédite. Un devenir-anomalie que tout le catalanisme hégémonique occultait. De-

puis la force en souffrance d'une Catalogne intérieure pauvre, jusqu'au silence des périphéries. Ils nous voudraient présentables aux yeux d'une Europe qui regarde ailleurs. Mais pourquoi s'entêter à être présentables ? Les partis politiques de n'importe quelle couleur courent derrière les subventions qui les tiennent à la gorge. Mais avant ces élections imposées, il y avait la possibilité sabotage par une abstention massive et organisée. Commencer à désertier l'État espagnol, et répandre l'ingouvernabilité de l'auto-organisation. Et en Espagne aussi ? La Catalogne, telle une irréductible anomalie qui s'échappe, joue dans sa fuite d'autres formes de vie.

Le laboratoire politique « Catalogne » se referme momentanément. Ceci est clair. Quand le démocratique est la marque de ce qui est pensable et permis de vivre, il est alors si

difficile de changer quoi que ce soit ! On ne pourra pas changer la société par une logique (et un désir) d'État. Mais ce qui a été vécu, l'audace de transgresser ensemble, la force collective d'un pays que personne ne peut représenter, et la joie de résister... Tout cela ne s'oubliera jamais. La dignité et la cohérence ne se négocient pas.

À lire aussi

« Catalogne : Prendre parti dans une situation étrange », par Santiago López Petit, paru dans *lundimatin* #116, le 1^{er} octobre 2017.

NOTES

1. Accords pour une transition démocratique signés en 1977 par la droite post-franquiste, les « socialistes » du PSOE, le Parti communiste et les syndicats devenus officiels, posant comme base inamovible la monarchie et l'unité nationale. Après des mobilisations ouvrières et étudiantes, le pays entre dans une ère de libéralisation : indépendance du pouvoir judiciaire, liberté de la presse, droit de réunion, reconnaissance des communautés basque et catalane, période culturelle de la « Movida », etc.

2. À partir du 15 mai 2011 et pendant plusieurs semaines, des milliers de personnes sans drapeau ni parti occupent les places au cri de « Ils ne nous représentent pas ! » et « Démocratie réelle maintenant ! », exprimant une défiance radicale vis-à-vis de la classe politique. Le mouvement, au départ fragile, a été fondateur pour l'engagement politique de toute une jeunesse espagnole touchée par un fort taux de chômage (18% en 1996, 8% en 2006, 22% en 2015). Voir « Madrid, les racines du 15-M. Le mouvement d'occupation des places en Espagne : avant et après... », par Ferdinand Cazalis et Émilien Bernard, *Jef Klak - Article 11*.

3. Centre politique de la communauté autonome de Catalogne, ndt.

4. Ancienne coalition politique indépendantiste catalane formée par les partis Convergence démocratique de Catalogne (CDC), Gauche républicaine de Catalogne (ERC), Démocrates de Catalogne (DC) et Mouvement des gauches (MES), ainsi que les organisations Assemblée nationale catalane, Òmnium Cultural et Association de communes pour l'indépendance en vue des élections au Parlement de Catalogne de 2015.

5. D'abord professeure d'économie marxiste à l'université de Barcelone, San Diego (USA) et Toronto, Ponsati s'est vue retiré sa chaire à l'université de Georgetown (USA) par le gouvernement espagnol en raison de ses prises de position en faveur de l'indépendance de la Catalogne. En juillet 2017, elle est nommée conseillère à l'Enseignement dans le gouvernement de l'Autonomie de Catalogne, poste clé dans le processus d'indépendance puisque les élections se déroulent dans les écoles dont elle la charge.

6. 1^{er} octobre 2017, jour du référendum au sujet de l'indépendance, annulé par l'État espagnol.